

Les deux visages de l'Europe. Visions d'acteurs économiques en France et Allemagne

Auteurs : Claire Demesmay, Barbara Kunz



L'étude de Claire Demesmay et Barbara Kunz vise à dresser un tableau de la vision de l'avenir qu'ont des acteurs économiques de part et d'autre du Rhin. L'économie est désormais au cœur des discussions publiques en Europe. Mais si les positions des responsables politiques, des économistes et autres intellectuels sont connues, et si les clivages franco-allemands sur les dossiers économiques sont clairement identifiés, les attentes des acteurs économiques le sont moins, alors même qu'ils représentent une catégorie importante de la société civile et que les sujets débattus les concernent au premier plan. Cette étude franco-allemande est

réalisée en partenariat avec la DGAP.

[Lire la suite](#)

Sommaire

Elections : Grèce **Fondation** : Editorial - Classement **Crise financière** : FMI - Emploi - Espagne - Portugal - Royaume-Uni - Forum/Davos **Lutte/terrorisme** : Union européenne - France - Espagne **Conseil européen** : Norvège **Commission** : Fi-compass - Agriculture **Parlement** : Alimentation - Commerce **Conseil** : Paiements **Diplomatie** : Russie - Présence/Afrique - Arménie **BCE** : Quantitative Easing **Allemagne** : Ukraine - Migrations **France** : Nationalité/déchéance - Notaires/UE **Hongrie** : Commémoration **Italie** : Allemagne - Loi électorale **Pologne** : Ukraine **Royaume-Uni** : Écosse **Norvège** : Énergie **Ukraine** : OSCE - Négociations **Conseil de l'Europe** : Social **Eurostat** : Dette - Déficit **Etudes/Rapports** : Chômage - Education - Torture **Culture** : Expo/Munich - Expo/Mons - Expo/Paris

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

Elections :

Victoire de la gauche radicale aux élections législatives grecques



La Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) d'Alexis Tsipras a remporté les élections législatives en Grèce le 25 janvier recueillant 36,34% des suffrages et doublant son nombre de députés (149, +78). La Nouvelle démocratie (ND) du chef du gouvernement, a obtenu 27,81% des voix et 76 sièges (-53). Aube dorée (XA), parti d'extrême droite suit avec 6,28% des suffrages et 17 sièges (-1). Il est suivi par To Potami (La rivière), 6,05%, le Parti communiste (KKE) 5,47% et 15 sièges (+3), le Parti des Grecs indépendants (ANEL), 4,75% et 13 sièges (-7), et enfin, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) 4,68% et 13 sièges (-20). La participation a été légèrement supérieure à celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 17 juin 2012 : elle s'est élevée à 63,87% (+ 1,38 point)... [Lire la suite](#)

Fondation :

La joie venait toujours après la peine...

Dans un éditorial publié sur son site Internet, Jean-Dominique Giuliani,



président de la Fondation, revient sur les résultats des élections législatives en Grèce. Il rappelle l'origine de la crise grecque, les financements obtenus grâce à la solidarité européenne et les exigences avec lesquelles devra composer le nouveau gouvernement grec... [Lire la suite](#)

La Fondation dans le classement Go to think tank 2014



Le classement "Global Go-To Think Tanks 2014" établi par l'Université de Pennsylvanie, qui recense 6 618 Think Tanks dans 182 pays du monde, est paru le 22 janvier. La Fondation Robert Schuman y figure comme le 1er Think Tank français dans les catégories "Best Managed Think Tanks" et "Best New Idea or Paradigm Developed by a Think Tank". Elle arrive respectivement en 33e et 21e positions au niveau international dans ces deux catégories et 11e et 3e positions au niveau européen...

[Lire la suite](#)

Crise financière :

Le FMI revoit à la baisse les prévisions de croissance mondiale



Le 19 janvier, le FMI a publié ses prévisions de croissance mondiale pour 2015 et 2016. Ainsi pour l'ensemble de l'économie mondiale, le FMI n'attend plus qu'une croissance de 3,5% en 2015 et 3,7% en 2016, soit -0,3 point par rapport aux précédentes prévisions. La baisse des prix du pétrole donnera un coup d'accélérateur à la croissance mondiale, mais cette impulsion devrait être compensée par des facteurs négatifs, notamment la faiblesse de l'investissement et de l'inflation (Japon, zone euro). Les révisions à la baisse sont plus fortes pour les pays émergents du fait de la Chine, mais aussi de la Russie, pour laquelle le FMI anticipe deux ans de récession. Les Etats-Unis restent la seule grande économie pour laquelle le FMI rehausse ses prévisions pour 2015 et 2016... [Lire la suite](#)

Rapport de l'OCDE sur la situation de l'emploi



Le 19 janvier, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a publié les statistiques pour le taux d'emploi au troisième trimestre 2014 dans la zone OCDE qui est en hausse de 0,1% à 65,7%. Dans la zone euro cette hausse s'élève à 0,1% soit 64,4%. Les plus fortes hausses du taux d'emploi dans les pays de la zone euro ont été observées au Portugal (0,6), en Grèce (0,5), en Irlande (0,5) ainsi qu'en Allemagne (0,3). L'OCDE a aussi constaté une stabilisation du taux d'emploi pour les jeunes dans la zone OCDE ... [Lire la suite](#)

Légère baisse du taux de chômage en Espagne



Le 22 janvier, l'Institut des statistiques espagnol a publié les chiffres du chômage pour l'année 2014. Alors que le chômage augmente légèrement sur le dernier trimestre (23,7% contre 23,67% au 3ème trimestre), il baisse sur l'ensemble de l'année 2014, passant de 25,73% fin 2013 à 23,7% fin 2014. Cette baisse (pour la 2ème année consécutive) dépasse les attentes du gouvernement espagnol qui tablait sur un taux de 24,2%. Malgré cette baisse, il reste à un des niveaux les plus élevés de l'Union européenne...

[Lire la suite](#)

Portugal : le remboursement anticipé au FMI sera graduel



Le Portugal compte "rembourser par avance" les prêts accordés par le Fonds monétaire international (FMI) dans le cadre de son plan de sauvetage international, a annoncé le 21 janvier la ministre des Finances, Maria Luis Albuquerque. Grâce à la "normalisation de son accès aux marchés financiers", le Portugal est en mesure de "demander à ses partenaires européens l'autorisation de rembourser de manière anticipée les prêts du FMI", a-t-elle indiqué devant une commission parlementaire. Le Portugal, qui avait renoncé à sa dernière tranche d'aide, doit au total 26,9 milliards d'euros au FMI, un montant qui fait partie de l'assistance internationale de 78 milliards d'euros accordée en mai 2011. Selon le calendrier initial, le Portugal devait commencer à rembourser le FMI cette année, en versant 550 millions d'euros, et devait régler la totalité d'ici 2024... [Lire la suite](#)

Le chômage au Royaume-Uni sous la barre de 6%



Le chômage a atteint son taux le plus bas depuis six ans au Royaume-Uni en tombant sous la barre de 6%. Ces chiffres s'expliquent principalement par une création massive d'emplois, avec 700 000 postes à pourvoir en 2014. La chute du chômage la plus importante a été enregistrée à Londres, où 91 000 personnes auraient trouvé un emploi depuis 2010. Une hausse des salaires a également été constatée, avec une augmentation de 1,8% du salaire moyen (2,2% pour le secteur privé). Le secrétaire au Travail et aux Retraites a ainsi annoncé: "Grâce à notre programme économique de long terme, les entreprises ont repris confiance en l'avenir. Des emplois sont créés et les salaires augmentent. Les britanniques se sentent davantage en sécurité et croient en un avenir dans lequel leurs emplois seront assurés..." [Lire la suite](#)

Forum économique mondial



La 45e édition du forum économique mondial s'est déroulée du 21 au 24 janvier à Davos. Près de 2500 participants en provenance de 140 pays, dont 40 chefs d'Etat et de gouvernement, 1500 représentants du monde de l'entreprise se sont réunis pour discuter du "nouveau contexte mondial". Parmi les grands thèmes d'actualité, trois ont été particulièrement abordés par les participants, à savoir la sécurité, le changement climatique ainsi que "la situation économique et l'inclusion sociale". Le forum a donc été marqué par la préoccupation du risque, et particulièrement du risque géopolitique, terroriste ou cybernétique, pesant sur une économie mondiale en train de ralentir sa progression, où les facteurs d'incertitudes sont déjà nombreux, que ce soit le ralentissement de la croissance chinoise, l'évolution de la zone euro, ou les prix du pétrole. Dans ce contexte, le Président français François Hollande et le secrétaire d'Etat américain John Kerry ont exhorté les leaders économiques et politiques du monde entier à ne pas négliger la menace que représente le terrorisme au niveau mondial. Le changement climatique était également au centre des discussions à moins d'un an de la Conférence sur le climat prévue à Paris fin 2015. A la tribune, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU et Christine Lagarde directrice générale du FMI ont souligné "l'absolue" nécessité d'une "lutte collective" contre le changement climatique, véritable enjeu "humain, économique et politique"... [Lire la suite](#)

Lutte/terrorisme :

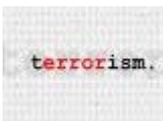
La Commission discute une stratégie pour renforcer la sécurité européenne.



Réuni le 21 janvier, le Collège des Commissaires a eu un débat d'orientation sur la préparation de son nouvel Agenda européen sur la sécurité pour 2015-2020. La Commission souhaite présenter en mai 2015 une "stratégie" pour renforcer la sécurité et prévenir le terrorisme au niveau de l'Union européenne. Dans ce cadre, elle s'est dit prête à revoir sa proposition sur les données de dossiers passagers (PNR) pour mieux prendre en compte certaines attentes du Parlement européen et des Etats membres, afin d'adopter "rapidement" une décision commune. La Commission souhaite par ailleurs renforcer les frontières extérieures de l'UE à partir du cadre législatif "prévu" dans les Accords de Schengen. Elle a également rappelé sa volonté "d'avancer sur la protection des données" afin de garantir à la fois "la sécurité et les libertés individuelles". Le Vice-Président Frans Timmermans a insisté sur le fait que "la Commission serait, dès qu'elle le pourra, aux cotés des Etats membres pour lutter contre le terrorisme et renforcer la sécurité des citoyens européens". Enfin, il a souligné la nécessité de "relever le défi" de la cohabitation de toutes les communautés religieuses, "fondatrices de l'intégration européenne", dans "la tolérance, l'Etat de droit et le respect des lois"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Manuel Valls présente de nouvelles mesures pour lutter contre le terrorisme



Le Premier ministre français Manuel Valls a dévoilé le 21 janvier une série de mesures pour renforcer la lutte contre le terrorisme à la suite des attentats qui ont frappé le pays. Il a tout d'abord annoncé la création de 2 680 emplois supplémentaires "consacrés à la lutte contre le terrorisme" au sein des ministères de l'Intérieur et de la Justice. Il a confirmé la création d'un "fichier placé sous le contrôle d'un juge", sur lequel seront obligatoirement inscrites "toutes les personnes condamnées ou judiciairement mises en cause pour des faits de terrorisme". Afin de lutter contre la radicalisation en prison, il propose la mise en place de quartiers spécifiques pour les détenus liés à la mouvance islamiste radicale. Il a annoncé le renfort de 60 aumôniers musulmans dans les prisons. Enfin, Manuel Valls n'a pas fermé la porte à un retour du crime "d'indignité nationale" assorti d'une privation des droits civiques, civils et politiques, en renvoyant le sujet à "une réflexion transpartisane" dont les Présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat auront la charge... [Lire la suite](#)

Espagne: Conseil de sécurité sur le terrorisme



Le 23 janvier, le Conseil national de sécurité espagnol s'est réuni sous la présidence de Mariano Rajoy afin d'examiner le problème des djihadistes terroristes. Cet organisme, réuni pour la première fois et qui a vocation à se dérouler deux fois par mois, a pour but de renforcer les capacités de l'Etat et de mettre en œuvre les meilleures initiatives afin de prévenir, détecter et répondre efficacement aux menaces sécuritaires. Lors de cette réunion, il a été annoncé que la priorité du gouvernement est de renforcer la sécurité sans empiéter sur les droits et libertés. Le ministre de l'Intérieur a par ailleurs présenté son plan stratégique national contre la radicalisation violente, qui devrait être bientôt approuvé par le Conseil des ministres... [Lire la suite](#)

Conseil européen :

Rencontre entre Donald Tusk et le Premier ministre norvégien Erna Solberg



Le Président du Conseil européen Donald Tusk a rencontré la Premier ministre norvégienne Erna Solberg le 21 janvier à Bruxelles. A cette occasion, ils ont fait le point sur l'avancée des négociations sur l'actualisation du cadre des relations UE-Norvège, l'Espace économique européen, afin de les conclure "dans un proche avenir". Ils ont souligné la nécessité absolue d'un accord international "juridiquement contraignant, ambitieux et équitable" sur le climat lors du prochain sommet de Paris. Concernant l'Ukraine et la Russie, Donald Tusk et Erna Solberg ont rappelé que "la survie d'une Ukraine démocratique est dans notre intérêt commun et qu'il s'agit réellement d'une question fondamentale pour nous". Enfin, le Président du Conseil a réaffirmé une politique européenne "ferme, cohérente et unie envers la Russie" qui a été confirmée lors du Conseil européen de décembre... [Lire la suite](#)

Commission :

Fi-compass, le nouveau service de conseil relatif aux instruments financiers



Le 19 janvier, la Commission européenne et la Banque Européenne d'Investissement ont présenté fi-compass, le nouveau service de conseil consacré aux instruments financiers. Le service fi-compass s'inscrit dans le cadre de la plateforme de conseil "guichet unique" du Plan d'Investissement de l'Union, lequel "proposera conseil et soutien aux investisseurs potentiels [qui] affirment avoir besoin de projets structurés et d'un accès à une information claire pour rétablir le lien entre le financement d'investissements et une réserve de projets fiables"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Rapport annuel de la Commission sur la répartition des aides directes aux agriculteurs



La Commission européenne a présenté le 23 janvier son rapport annuel sur la répartition des paiements directs aux agriculteurs par État membre dans le cadre du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA). Le rapport pour l'année 2013 souligne que dans 13 États membres (Belgique, Chypre, Estonie, Hongrie, Italie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Sloveenie) plus de la moitié des exploitations bénéficiaires ont reçu moins de 1250 € chacune en paiements directs, tandis que dans seulement sept États membres (Belgique, Danemark, République tchèque, France, Royaume-Uni, Allemagne, Slovaquie) plus de 1% des bénéficiaires ont reçu plus de 100 000 € chacun. Selon le rapport, le paiement moyen par exploitation était de 5626 € en 2013... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Parlement :

Labellisation de la viande transformée : un pas vers la transparence alimentaire.



Alors que de nombreux scandales alimentaires ont ébranlé la confiance des consommateurs européens, une résolution adoptée par la commission Environnement, Santé Publique et Sécurité Alimentaire du Parlement européen a pressé la Commission européenne de présenter une série de propositions législatives garantissant plus de transparence alimentaire. Pour les députés européens, la viande utilisée comme ingrédient dans le cadre de produits alimentaires transformés (comme les lasagnes) doit être labellisée par son pays d'origine, comme c'est déjà le cas pour la viande bovine. Ils ont également rappelé leur préoccupation quant à l'impact potentiel de la fraude alimentaire sur la santé et sur la sécurité alimentaire des européens. Cette résolution sera débattue et votée en session plénière en février... [Lire la suite](#)

Débat sur de nouvelles recommandations pour les négociations du TTIP



Un débat en commission du commerce international du Parlement européen s'est tenu le 21 janvier sur de nouvelles recommandations pour les négociations de l'accord de libre échange transatlantique (TTIP). Bernd Lange, président et rapporteur de la commission du commerce international, a notamment insisté pour que les négociations soient plus transparentes et plus démocratiques, et que les demandes européennes soient davantage rédigées en "termes positifs" plutôt que sous la forme de "lignes rouges". Dans son rapport, il précise également que l'Union européenne doit respecter le principe de précaution en ce qui concerne le secteur agricole, mais qu'un chapitre ambitieux doit être consacré à la libéralisation des droits de propriété intellectuelle. Les domaines culturels et le secteur public doivent quant à eux rester en dehors des négociations... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil :

Plafonnement des commissions pour les opérations de paiement liées à une carte



Le Conseil de l'UE a approuvé le 21 janvier un compromis intervenu avec le Parlement européen sur un règlement prévoyant un plafonnement des commissions d'interchange pour les opérations de paiement liées à une carte. Le plafonnement des commissions d'interchange vise à réduire les coûts pour les détaillants et les consommateurs par l'harmonisation de leurs niveaux dans tous les Etats membres afin de favoriser la création d'un marché des paiements à l'échelle de l'Union européenne. Ce règlement aidera en outre les utilisateurs à choisir leurs instruments de paiement "en connaissance de cause"... [Lire la suite](#)

Diplomatie :

Conseil Affaires étrangères : terrorisme et Russie



Lors de la réunion du 19 janvier, les 28 ministres des Affaires étrangères ont évoqué la manière dont la politique étrangère peut compléter la lutte contre le terrorisme au sein de l'UE. "Pour la première fois, ils ont pris pleinement conscience de la nécessité de travailler ensemble pour lutter contre une menace commune, notamment le renforcement des échanges d'informations, non seulement entre États membres mais aussi avec des pays partenaires, et l'échange des meilleures pratiques, une coopération renforcée avec les pays arabes et méditerranéens visant à lutter contre le terrorisme et à redoubler d'efforts pour résoudre les crises et les conflits ouverts. Ils ont eu un débat approfondi sur la Russie. Les relations UE-Russie ne pourront changer que lorsque les engagements de Minsk seront mis en œuvre. Les ministres sont convenus de la nécessité de renforcer les efforts diplomatiques visant à apporter une solution pacifique à la crise ukrainienne... [Lire la suite](#)

L'Union européenne maintient sa présence en Afrique



L'Union européenne a décidé le 19 janvier de mettre sur pied une mission de conseil aux forces armées centrafricaines, ce qui permet de maintenir la présence européenne à Bangui après le retrait des soldats de l'Eufor RCA à la mi-mars. "Les experts de l'UE vont donner des conseils sur la façon de gérer des forces militaires ainsi que sur la préparation d'une réforme" des forces armées centrafricaines, a indiqué le Conseil dans un communiqué. Les ministres européens des Affaires étrangères ont également donné leur feu vert au lancement de la mission EUCAP Sahel Mali, qui doit aider l'Etat malien à assurer l'ordre constitutionnel et démocratique, à mettre en place les conditions d'une paix durable et à maintenir l'autorité de ses forces sur tout le territoire... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Conseil de coopération UE-Arménie



La quinzième session du Conseil de coopération entre l'Union européenne et l'Arménie, le 20 janvier, a confirmé une volonté commune de poursuivre le processus de coopération dans tous les secteurs où cela serait possible. L'Union européenne a ainsi encouragé l'Arménie à poursuivre les réformes récemment entreprises dans les domaines de la démocratie, de l'état de droit, de la lutte contre la corruption, des droits de l'homme et de la liberté de la presse. L'UE s'est félicitée de la mise en place des nouveaux accords relatifs à l'assouplissement du régime des visas, réaffirmant ainsi sa détermination à œuvrer pour la mobilité de ses citoyens... [Lire la suite](#)

BCE :

La BCE va racheter plus de 1000 milliards d'euros de dette.



Alors que la Banque Centrale européenne avait épuisé la plupart de ses outils pour faire remonter l'inflation, avec notamment le maintien des taux d'intérêt quasi-nuls à 0,05% depuis septembre 2014, Mario Draghi a annoncé le 22 janvier le lancement d'un programme de Quantitative Easing : la BCE rachètera ainsi plus de 1000 milliards € de dette, à raison de 60 milliards € par mois de mars 2015 à septembre 2016. Le rachat de dette se fera selon certains critères d'éligibilité, plus stricts pour les pays faisant l'objet du programme d'ajustement structurel de l'Union européenne et du FMI. L'annonce du Président de la BCE fait suite à la décision rendue par l'avocat général de la CJUE le 14 janvier. Il avait en effet statué sur la compatibilité des opérations monétaires sur titres (OMT) avec les traités européens. Mario Draghi espère, à travers cette mesure inédite, faire remonter l'inflation, laquelle est inférieure à 1% en Europe depuis octobre 2013, et éviter à l'Europe de sombrer dans une récession qui pourrait entraîner une hausse considérable de l'épargne privée et une chute de la demande difficilement réversible... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Allemagne :

Escalade du conflit russo-ukrainien



Le 25 janvier, la chancelière allemande s'est entretenue avec le président ukrainien M. Poroschenko au cours d'une conversation téléphonique. La chancelière a insisté sur le fait de redonner la priorité aux accords de Minsk datant du mois de septembre. Il s'agit de recentrer les priorités de l'Europe sur la recherche d'une solution diplomatique à la résolution du conflit. Le ministre des Affaires étrangères allemand, M. Steinmeier a déclaré que la région de l'est de l'Ukraine était "complètement hors de contrôle"... [Lire la suite](#)

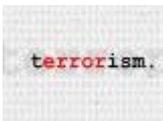
Rapport sur les migrations 2013 en Allemagne



Le 21 janvier, le gouvernement allemand a rendu publiques les conclusions du Rapport sur les migrations 2013. En 2013, 1,23 million de personnes sont venues s'installer en Allemagne. C'est le nombre le plus important d'arrivants depuis 1993. Ce rapport révèle que plus des trois quarts des immigrants viennent d'un autre pays européen. La plupart des immigrants européens viennent de Pologne, de Roumanie et de Bulgarie. Entre 2012 et 2013, le nombre de migrants a augmenté de 12%. Ce rapport constate aussi une augmentation des demandes d'asiles en 2013. Il confirme une évolution déjà mise en avant par un précédent rapport de l'OCDE : l'Allemagne est le pays qui attire le plus de migrants en Europe... [Lire la suite](#)

France :

Le Conseil Constitutionnel français valide la "déchéance de nationalité"



Le 23 janvier, le Conseil constitutionnel français a validé la possibilité de déchoir de sa nationalité un binational franco-marocain condamné pour terrorisme. Cette possibilité, prévue par le Code civil, a été jugée conforme à la Constitution. La déchéance ne peut être prononcée que dans un délai de dix ans à compter des faits, et dix ans après l'acquisition de la nationalité française, ou quinze ans pour terrorisme. Le Premier ministre, Manuel Valls, n'exclut pas de faire de cette mesure un outil de la lutte contre le terrorisme... [Lire la suite](#)

Le Français Jean Tarrade élu président du Conseil des Notariats de l'Union européenne (CNUE)



Le Conseil des Notariats de l'Union européenne (CNUE), regroupant 22 organisations notariales de l'UE, a élu le Français Jean Tarrade en tant que Président, a annoncé le 21 janvier le Conseil supérieur du notariat (CSN). Il était jusqu'au mois d'octobre dernier, à la tête du CSN, où lui a succédé Pierre-Luc Vogel. Le mandat de M. Tarrade est d'une durée d'un an. Le même jour, la Présidence française des Notaires d'Europe a officiellement été lancée au Ministère des affaires étrangères français... [Lire la suite](#)

Hongrie :

Les commémorations de la libération du ghetto de Budapest



Le 18 janvier, le ministre hongrois de la Justice László Trócsányi a pris part aux commémorations du 70ème anniversaire de la libération du ghetto de Budapest. Le gouvernement hongrois a rendu hommage aux victimes et aux survivants entouré de représentants de la communauté juive et de quelques vétérans de l'armée soviétique. Le 27 janvier, les commémorations de la libération des camps de la mort en Europe se poursuivront avec celles de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau, durant lesquels plusieurs chefs d'Etats européens, dont le président français, François Hollande, et le président allemand, Joachim Gauck, devraient être présents... [Lire la suite](#)

Italie :

Sommet germano-italien



La chancelière allemande Angela Merkel et le chef du gouvernement italien Matteo Renzi se sont retrouvés les 22 et 23 janvier à Florence pour un sommet germano-italien. La chancelière allemande a exprimé sa confiance dans le plan de réformes de Matteo Renzi qui est "très ambitieux" et "très important", un "long processus" qui "va apporter des résultats." Le président du Conseil italien a indiqué que les dernières décisions économiques de l'UE et de la BCE constituaient des "signes positifs", mais "nous ne devons pas arrêter les réformes" dans les différents Etats a-t-il ajouté. Ils ont signé un accord bilatéral avant de tenir une conférence de presse... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Le Sénat italien discute de la loi électorale



Le 21 janvier, le Sénat italien a voté un amendement au projet de loi électorale (Italicum). Cela pourrait permettre au chef du gouvernement, Matteo Renzi, de faire adopter la semaine prochaine l'ensemble de la réforme électorale. L'amendement regroupant les principaux éléments de la réforme a été adopté au Sénat par 175 voix contre 110, des élus de Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, ayant joint leurs voix à celles du Parti démocrate (PD) de Renzi. Le vote définitif du Sénat sur la loi électorale devrait avoir lieu la semaine prochaine, le texte sera ensuite soumis au vote de la Chambre des Députés. Le projet de réforme prévoit d'accorder une prime de majorité au parti arrivé en tête aux élections législatives dans chaque circonscription, à condition qu'il réunisse plus de 40% des voix. Si aucun parti n'obtient 40% au premier tour, un second tour opposera les deux candidats arrivés en tête. Le seuil de représentation d'un parti au Parlement sera fixé à 3% au niveau national... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#)

Pologne :

Ewa Kopacz, Premier ministre de Pologne, en visite en Ukraine



Ewa Kopacz, Premier ministre de la Pologne, s'est rendue en Ukraine le 19 janvier pour y rencontrer le Président ukrainien, Petro Porochenko, et son homologue Arseni Iatseniouk. La visite a permis l'amélioration des relations économiques bilatérales. Ils ont aussi discuté des actions à mener pour le renforcement de l'intégration européenne de l'Ukraine et de la fourniture d'une assistance financière européenne à l'Ukraine. Ewa Kopacz a précisé que le gouvernement polonais avait décidé de fournir une assistance à l'Ukraine d'un montant de 100 millions d'euros, ainsi que l'attribution de 500 bourses supplémentaires pour les étudiants. Elle s'est également recueillie sur la place Maidan... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Royaume-Uni :

Dévolution de nouveaux pouvoirs à l'Ecosse



Le gouvernement britannique a publié le 22 janvier un projet de loi visant à conférer davantage de pouvoirs au Parlement écossais. Le Secrétaire d'Etat chargé de l'Ecosse Alistair Carmichael a indiqué qu'il s'agissait d'un "accord fait pour durer" et qu'il répondait aux attentes écossaises d'un juste équilibre des pouvoirs avec le gouvernement britannique. Par cette nouvelle dévolution, l'Ecosse, qui sera notamment libre de contrôler 60% des dépenses locales, deviendra le parlement délégué le plus puissant du monde... [Lire la suite](#)

Norvège :

La Norvège offre de nouveaux permis de production pétroliers

Le gouvernement norvégien a annoncé le 20 janvier de nouvelles participations dans des permis de production accordés dans le cadre du



"Awards in Predifined Areas" 2014. Cette nouvelle attribution gouvernementale de participations bénéficie à 43 sociétés et concerne 54 nouveaux permis de production en mer du Nord (34), en mer de Norvège (16) et en mer de Barents (4). 47 sociétés avaient candidaté à cette offre. 23 d'entre elles auront également une licence d'exploitation... [Lire la suite](#)

Ukraine :

Conclusions de l'OSCE sur l'intensification des violences en Ukraine



Le 24 janvier, à la suite du bombardement ayant provoqué la mort d'une trentaine de civils dans la ville de Marioupol en Ukraine, les observateurs de l'OSCE ont conclu que "selon l'analyse des impacts, les roquettes Grad ont été tirées du nord-ouest, dans la zone d'Oktyabr, et les roquettes Ouragans de l'est, dans la zone de Zaïtchenko, toutes deux contrôlées par la République Populaire de Donetsk (indépendantistes pro-russes)". Dans ce contexte, le Groupe de contact trilatéral (TCG), composé de hauts représentants de l'Ukraine, de la Russie et de l'OSCE s'est réuni en urgence le 24 Janvier à Kiev. Le TCG a condamné l'intensification de la violence dans l'est du pays, surtout dans les environs de la ville de Marioupol, qui a déjà fait de nombreuses victimes parmi la population civile. "Cette violence constitue une violation flagrante de la lettre et de l'esprit des Protocoles de Minsk" ont déploré les trois parties prenantes dans un communiqué. Le TCG a également demandé un "arrêt immédiat" des hostilités en cours dans l'est de l'Ukraine et appelé tous les signataires des protocoles de Minsk à répondre à des pourparlers directs "dès que possible" Par ailleurs, Federica Mogherini, haute représentante de l'UE, a annoncé le 25 janvier avoir convoqué une réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères de l'UE le 29 janvier "pour discuter des suites à donner au drame de Marioupol"... [Lire la suite](#)

[Autre lien](#) | [Autre lien](#) | [Autre lien](#)

Efforts diplomatiques pour un règlement pacifique



Le 21 janvier, les ministres des Affaires étrangères français, allemand, russe et ukrainien étaient réunis à Berlin dans le but de discuter de la crise ukrainienne. Un accord a été conclu afin que le protocole de Minsk soit respecté. Cet accord établit des zones de sécurité entre séparatistes et troupes gouvernementales dans la région du Donbass, et prévoit que la ligne de démarcation mentionnée dans le protocole de Minsk sera la ligne à partir de laquelle devra commencer dès maintenant le retrait des armes lourdes. Les ministres ont également souligné qu'un sommet entre chefs d'Etats ne pourra pas avoir lieu tant qu'une trêve ne sera pas respectée par les deux camps afin de permettre l'acheminement d'une aide humanitaire et de procéder à des échanges de prisonniers... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Le Comité européen des droits sociaux constate 252 violations dans 41 pays



Le 22 janvier, le Comité européen des droits sociaux (CEDS) a publié ses conclusions annuelles pour 2014 à propos des violations de la Charte sociale européenne, le pendant de la Convention européenne des droits de l'Homme en ce qui concerne la dimension sociale et économique. Ces conclusions révèlent 252 violations de la Charte dans 41 Etats membres du Conseil de l'Europe. Le CEDS a adopté 725 conclusions relativement aux articles de la Charte qui concernent les droits des travailleurs : le droit à des conditions de travail équitables (article 2), le droit à une rémunération équitable (article 4), le droit syndical (article 5), le droit de négociation collective (article 6), le droit à l'information et à la consultation (article 21) y compris dans les procédures de licenciements collectifs (article 29), le droit de prendre part à la détermination et à l'amélioration des conditions de travail et du milieu du travail (article 22), le droit à la dignité au travail (article 26) et le droit des représentants des travailleurs à la protection dans l'entreprise (article 28)... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Les dettes publiques de la zone euro et de l'UE en baisse



À la fin du troisième trimestre 2014, la dette publique s'est établie à 92,1% du PIB dans la zone euro, contre 92,7% à la fin du deuxième trimestre 2014, soit une baisse de 0,6 point selon Eurostat. Dans l'Union européenne, le ratio de la dette par rapport au PIB a également diminué, passant de 87% à 86,6%. A noter que cette baisse de la dette publique dans l'UE intervient après quinze trimestres consécutifs

de hausse. Par rapport au troisième trimestre 2013, le ratio de la dette publique par rapport au PIB s'est accru tant dans la zone euro (de 91,1% à 92,1%) que dans l'UE (de 85,3% à 86,6%). Enfin, les dettes publiques nationales (en % du PIB) les plus élevées au troisième trimestre 2014 ont été enregistrées en Grèce (176%), en Italie (131,8%) ainsi qu'au Portugal (131,4%), les plus faibles en Estonie (10,5%), au Luxembourg (22,9%) et en Bulgarie (23,6%)... [Lire la suite](#)

Baisse des déficits de la zone euro et de l'Union européenne



Au troisième trimestre 2014, le déficit public désaisonnalisé de la zone euro s'est établi à 2,3% du PIB, en baisse par rapport au deuxième trimestre 2014 où il se situait à 2,5%. Le déficit public a légèrement diminué dans l'Union européenne à 2,9% du PIB contre 3% au trimestre précédent. Ces chiffres s'expliquent en partie par une hausse des recettes publiques totales au troisième trimestre 2014 dans la zone euro, à 46,7% du PIB contre 46,6% au deuxième trimestre 2014. Malgré une légère baisse des recettes publiques totales, la réduction du déficit public de l'UE s'explique par une baisse des dépenses publiques, qui se sont établies à 48% du PIB au troisième trimestre 2014 contre 48,2% du PIB au trimestre précédent. Ces données ont été publiées le 20 janvier par Eurostat... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

212 millions de chômeurs en 2019 selon l'OIT



Le 20 janvier, l'Organisation Internationale du Travail a publié son rapport annuel, intitulé "Perspectives pour l'emploi et le social dans le monde". Ce rapport prévoit notamment que la planète comptera 212 millions de chômeurs en 2019, soit une augmentation de 11 millions. Le chômage touche actuellement les jeunes et les femmes de manière beaucoup plus forte. S'il y a globalement une reprise de l'emploi dans les économies avancées (Japon, USA et dans certains pays européens), un certain nombre de pays en développement à revenu moyen voient leur situation se détériorer, comme l'Amérique latine, les Caraïbes, la Chine, la Russie et certains pays arabes. La situation de l'emploi ne s'est guère améliorée en Afrique subsaharienne, malgré une croissance économique en augmentation jusqu'à présent... [Lire la suite](#)

Le manque de suivi des réformes éducatives observé par l'OCDE



Le 19 janvier, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économiques (OCDE) a mis en évidence dans un rapport le manque de suivi des nombreuses réformes éducatives entreprises dans les pays membres de l'OCDE. Le directeur de la Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, Andreas Schleicher, a déclaré que l'"on évalue trop souvent la réussite ou l'échec d'une réforme éducative au niveau des élèves". L'OCDE a observé que, malgré une convergence certaine des réformes entre les pays, on décompte environ 13 pays dans lesquels 15% des jeunes ne possèdent aucune qualification. Parmi ces pays figurent la France, le Danemark et l'Italie... [Lire la suite](#)

Rapport annuel du Conseil de l'Europe sur la torture



Le Comité pour la prévention de la torture (CPT) du Conseil de l'Europe a publié le 21 janvier son 24e rapport Général dans lequel il appelle les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe "à protéger de tout acte d'intimidation et de représailles les personnes privées de liberté qu'il a rencontrées et qui lui ont parlé de leur détention et d'éventuels mauvais traitements infligés par du personnel". Le CPT souligne dans son rapport que plusieurs personnes avec lesquelles il s'était entretenu auraient été intimidées ou soumises à diverses formes de représailles par des agents publics ou à leur instigation. Ces constats ont été faits par le Comité dans plusieurs pays comme l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Bulgarie, la Grèce, la Hongrie, la Moldavie, la Russie, l'Espagne, la Macédoine (ARYM) et l'Ukraine... [Lire la suite](#)

Culture :

August Macke et Franz Marc au musée Lenbachhaus de Munich



À l'occasion du centenaire de la mort du peintre allemand August Macke, le Lenbachhaus de Munich, en collaboration avec le Kunstmuseum de Bonn, présente du 28 janvier au 3 mai 2015 la première exposition explorant la relation d'amitié qui liait Macke à

Franz Marc, autre grande figure de l'expressionnisme allemand. Avec près de 200 peintures, oeuvres sur papier, objets d'art et documents privés, "August Macke et Franz Marc. Une amitié artistique" offre une image inédite de la vie des deux artistes mais aussi de l'art entre 1910 et 1914 tout en illustrant la façon dont Macke et Marc se sont inspirés l'un de l'autre. L'exposition retrace l'ensemble de leur "collaboration" artistique jusqu'à leurs morts sur le champ de bataille durant la Première guerre mondiale... [Lire la suite](#)

"Van Gogh au Borinage. La naissance d'un artiste" à Mons



Jusqu'au 17 mai 2015, le musée des beaux-Arts de Mons (Belgique) accueille l'exposition "Van Gogh au Borinage. La naissance d'un artiste". Durant son séjour au Borinage (région wallonne), de décembre 1878 à octobre 1880, le peintre néerlandais renonce à sa carrière d'évangéliste pour devenir artiste. L'exposition permet de découvrir cette période qui a résolument marqué le peintre puisqu'il développe, lors de son séjour, les idées artistiques qui constitueront dans une large mesure la trame de son œuvre. Avec plus de 70 peintures, dessins et lettres originales de Van Gogh, l'exposition offre une belle image de ses différentes sources d'inspiration en intégrant par ailleurs plus d'une vingtaine d'œuvres qui influencèrent son travail... [Lire la suite](#)

L'exposition "Kin" du photographe sud-africain Pieter Hugo



Jusqu'au 26 avril, la Fondation Henri-Cartier Bresson à Paris expose les œuvres du photographe sud-africain Pieter Hugo. À travers des portraits, des paysages et des natures mortes exposés pour la première fois en France, le photographe propose une réflexion sur la complexité de l'identité sud-africaine postapartheid. L'exposition, accompagnée d'un livre publié par Aperture, est coproduite avec la Fondation Foto Colectania, Barcelone et la Galerie Stevenson, Le Cap/Johannesburg.. [Lire la suite](#)

L'Agenda :



26 janvier
Bruxelles
Conseil "Agriculture et Pêche"
Bruxelles
Réunion de l'Eurogroupe



26 et 27 janvier
Bruxelles
Parlement européen- Réunion des commissions parlementaires



27 janvier
Bruxelles
Conseil "Affaires économiques et financières"



28 janvier
Bruxelles
Parlement européen- Mini session



29 janvier
Bruxelles
Parlement européen- Réunion des commissions parlementaires
Bruxelles
Conseil "Affaires étrangères"

1ers tours Election présidentielle Italie

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



Les rédacteurs de la Lettre :

Charles de Marcilly ; Guillaume Anglars, Flora Dumont,
Helen Levy, Marguerite Richelme, Noémie Rossi

Rédacteur en chef : Charles de Marcilly
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? {LINK}